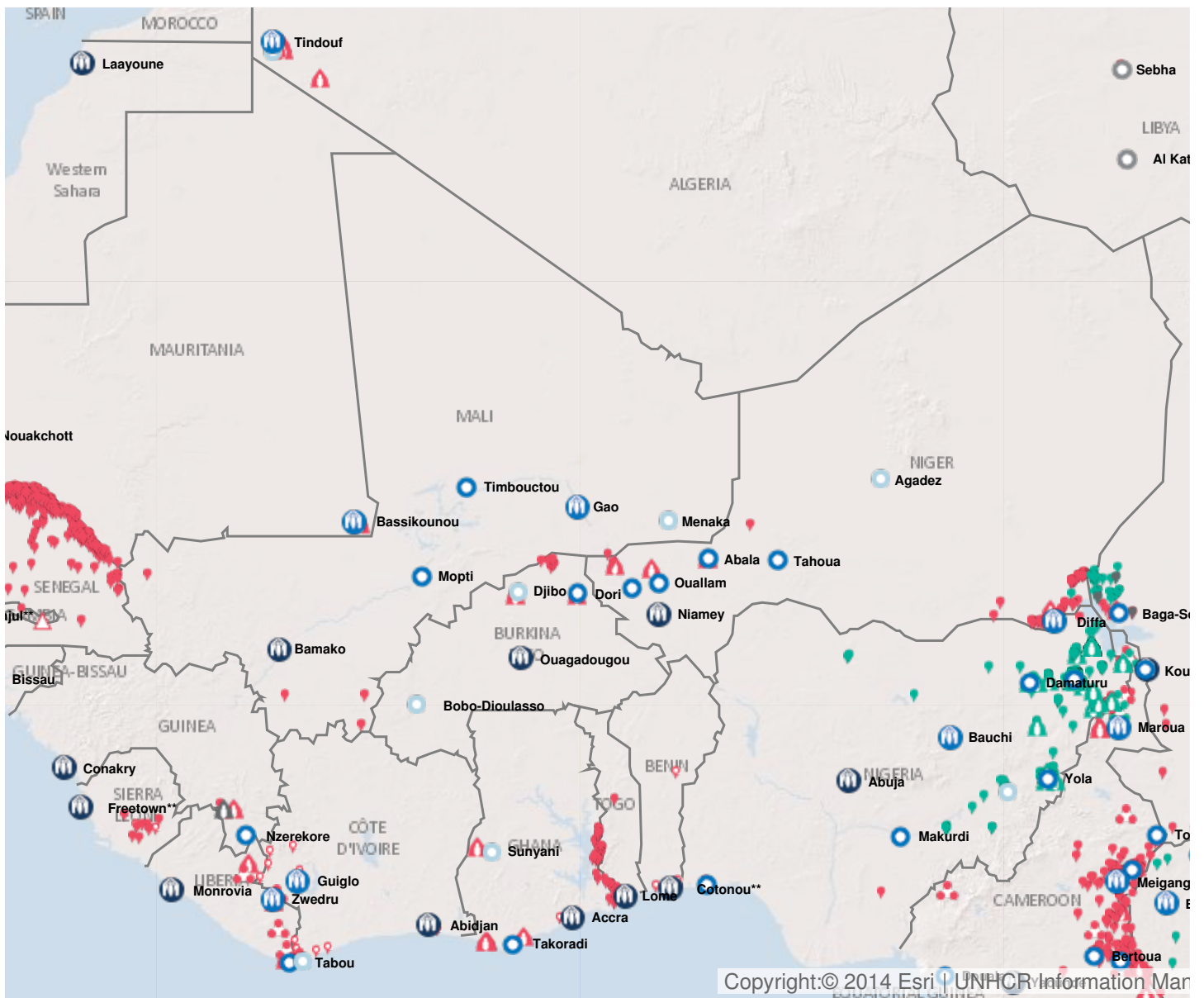


# Résumé du plan 2018

Généré le 20/12/2017

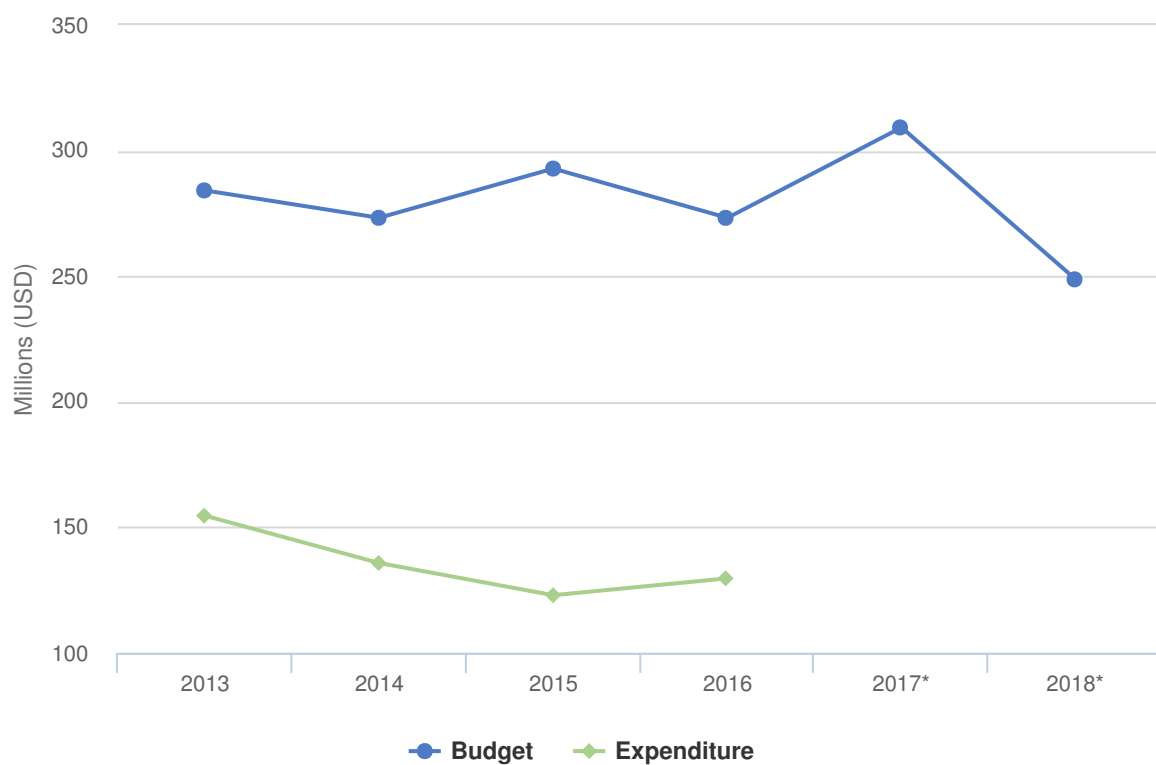
## Subregion: West Africa

| Bénin | Burkina Faso | Cap Vert | Côte d'Ivoire | Gambie | Ghana | Guinée | Guinée-Bissau | Libéria | Mali | Niger | Nigéria | Sénégal | Sierra Leone | Togo |

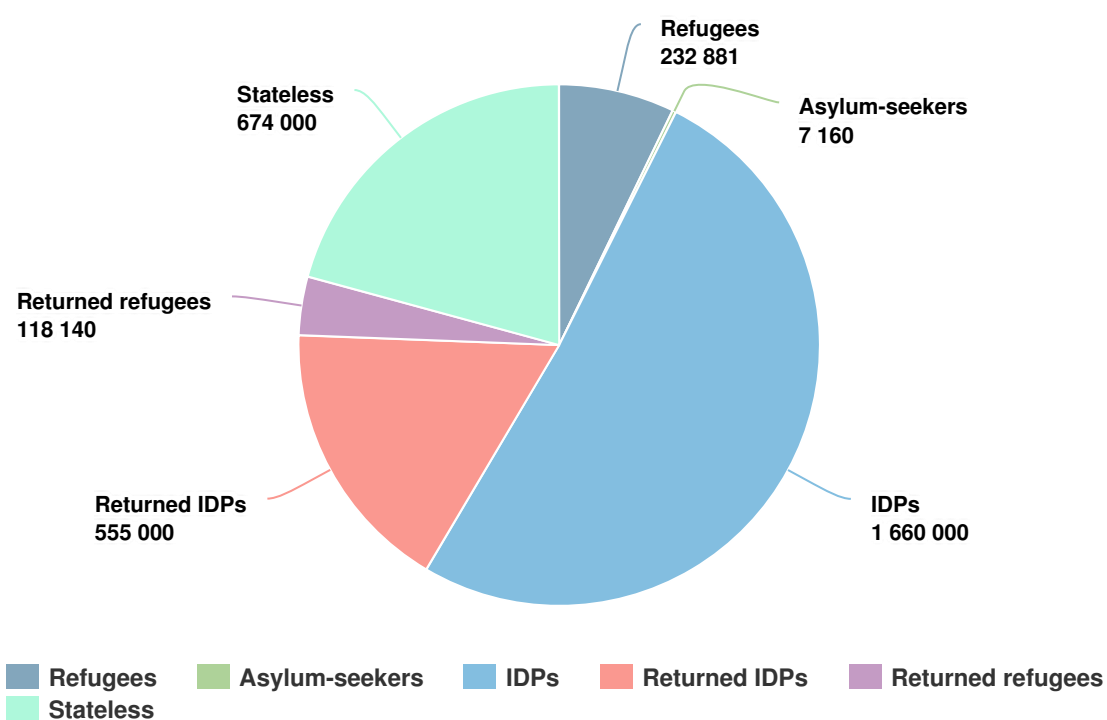


Latest update of camps and office locations 21 Nov 2016.

## Budgets and Expenditure in Subregion West Africa



## People of Concern - 2018 [projected]



## Environnement opérationnel

Depuis plusieurs années, le contexte opérationnel dans la sous-région de l'Afrique de l'Ouest est marqué par une fragilité latente aggravée par de vulnérabilités multiples dans les domaines de la gouvernance, du développement et des besoins humanitaires. La situation actuelle est liée à un environnement sécuritaire complexe qui fait de la région l'épicentre de plusieurs types de traite, de criminalité, d'extrémisme violent et de flux migratoires clandestins. Ces problèmes donnent une résonance régionale et mondiale aux enjeux globaux que connaît l'Afrique de l'Ouest et sont les causes potentiellement à l'origine de futurs conflits et de déplacements forcés en 2018 et 2019.

En juin 2017, les personnes relevant de la compétence du HCR en Afrique de l'Ouest comprenaient près de 290 000 réfugiés, dont 179 000 se trouvaient dans des situations de déplacement prolongé, et d'environ 7 300 demandeurs d'asile. Plus de 2,5 millions de personnes sont déplacées à l'intérieur du Niger, du Nigéria et du Mali. De plus, on estime qu'un million de personnes sont apatrides dans la région et plusieurs millions d'autres risquent de le devenir.

Les crises humanitaires de grande envergure qui persistent dans la région du Bassin du lac Tchad et au Mali ont causé des niveaux importants de déplacement interne et de flux de réfugiés. La situation au nord-est du Nigéria a forcé plus de 2,4 millions de personnes à fuir de chez elles, dont près de 200 000 réfugiés qui se sont rendus dans les pays voisins : au Cameroun, au Niger et au Tchad. Cette situation d'urgence complexe ne semble pas près de s'arrêter pour l'instant. Depuis la fin de 2016, le Mali a connu une détérioration marquée des conditions de sécurité, qui a abouti à de nouveaux déplacements et à une insécurité accrue dans les zones frontalières du Burkina Faso et du Niger. Il est peu probable que la situation s'améliore en 2018.

De plus, on estime que la région accueille 179 000 réfugiés de longue date, dont plusieurs populations réfugiées moins nombreuses, comme des Mauritaniens au Sénégal et au Mali, des Sénégalais en Gambie et en Guinée-Bissau, des Togolais au Ghana, des Ghanéens au Togo, des Ivoiriens au Ghana, en Guinée et au Togo, des Libériens et des Sierra-Léonais exemptés de l'application de la clause de cessation ainsi que des réfugiés urbains de différentes nationalités. Des stratégies de solutions durables ont été définies pour ces populations. Si toutes les options font l'objet d'un suivi d'ensemble, l'intégration locale est la solution préférée pour la majorité des réfugiés de longue date dans la région, à l'exception des Ivoiriens qui optent pour le rapatriement volontaire comme solution la plus viable.

Les cadres institutionnels nationaux de protection des réfugiés et des déplacés internes présentent de profondes lacunes. En dépit du fait que tous les pays dans la région, à l'exception de Cabo Verde, sont dotés d'une législation sur l'asile, les principales difficultés concernent des lacunes au niveau des cadres législatifs qui sont dans l'ensemble de faible qualité et des normes des procédures d'asile, mais sont également liées à des capacités et des ressources financières restreintes. S'agissant des déplacés internes, 11 pays de la région de l'Afrique de l'Ouest ont jusqu'à présent ratifié la Convention de Kampala (OUA) et tous doivent encore l'intégrer dans leur législation nationale, même si certains pays de la région en sont à différents stades de préparation de lois ou de politiques sur les déplacés internes.

La région est aussi le foyer de mouvements mixtes complexes et d'une certaine envergure, notamment des déplacements à l'intérieur de la région mais aussi vers l'Afrique du Nord et l'Europe. Ces dernières années, il y a eu une augmentation des mouvements d'habitants de l'Afrique de l'Ouest vers la Libye. Sur la route, beaucoup courent des risques pour leur protection. Dans de nombreux pays de la région, ces flux sont devenus un motif central de préoccupation politique, sécuritaire et humanitaire, étant donné leur corrélation accrue avec la criminalité, l'extrémisme et les réseaux de traite et de trafic.

Près d'un million de personnes sont apatrides dans la région et plusieurs millions d'autres risquent de le devenir. Les principales causes sont les lacunes dans les lois sur la nationalité, les faibles taux d'enregistrement à l'état civil, les migrations massives à l'intérieur de la région et les graves carences de gestion des registres de l'état civil.

En 2018-2019, le HCR continuera de donner la priorité à son partenariat avec la CEDEAO et à la mise en œuvre de la Déclaration d'Abidjan, au Plan d'action régional et aux activités de formation et de sensibilisation pour que le grand public et les acteurs concernés comprennent mieux le problème et la nécessité urgente d'agir.

## Mise en œuvre et réponse

En 2018-2019, conformément aux orientations stratégiques de l'organisation et pour la région de l'Afrique, la réponse stratégique en Afrique de l'Ouest ciblera les principaux domaines prioritaires suivants : 1) améliorer la collecte des données et la gestion des informations pour viser efficacement des solutions durables ; 2) s'attaquer à la violence sexuelle et de genre, protéger contre l'exploitation sexuelle et la maltraitance, et élargir l'accès à l'éducation ; 3) maintenir la capacité de préparation et de réponse aux situations d'urgence, et une participation prévisible aux situations de déplacés internes ; 4) trouver des solutions et retirer progressivement le soutien du HCR à certaines populations de réfugiés ; 5) nouer de nouveaux partenariats et garantir une planification pluriannuelle, conformément aux « nouvelles méthodes de travail » ; 6) multiplier les interventions en espèces pour assurer une meilleure programmation.

*Pour des informations détaillées sur les opérations au Bénin, en Gambie, en Guinée-Bissau, au Sénégal, en Sierra Leone et au Togo, prière de consulter la page du bureau régional du HCR au Sénégal.*

## 2018 Budget for West Africa | USD

Operation	Pillar 1 Refugee programme	Pillar 2 Stateless programme	Pillar 3 Reintegration projects	Pillar 4 IDP projects	Total
Burkina Faso	21,347,881	503,114	0	0	21,850,996
Côte d'Ivoire	2,415,705	9,630,012	3,954,285	0	16,000,001
Ghana	8,085,878	0	0	0	8,085,878
Liberia	11,580,064	0	0	0	11,580,064
Mali	9,215,547	0	9,262,523	1,125,019	19,603,089
Niger	53,765,858	733,498	0	11,310,943	65,810,299
Nigeria	6,104,000	0	22,890,000	47,306,000	76,300,000
Senegal Regional Office	24,980,533	4,521,642	0	0	29,502,175
<b>Total</b>	<b>137,495,466</b>	<b>15,388,267</b>	<b>36,106,808</b>	<b>59,741,961</b>	<b>248,732,501</b>